



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme MAHIEDDINE
Tél : 03 87 34 85 30
Fax 03 87 34 85 15
Internet : fatma.mahieddine@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

N° 2010-BUPE – 13
en date 19 JAN 2010
mettant en demeure la société URSA sise à
SAINT-AVOLD, de respecter les articles 7.2.2
et 7.5.3. de l'arrêté préfectoral du 18 novembre
2008, l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 18
septembre 2008 et l'article 7.3.6. de l'arrêté
préfectoral du 8 novembre 2005

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1^{er} des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'Environnement, notamment ses articles L.511-1, et L.514-1;

Vu l'arrêté DRCLAJ-2009-39 en date du 28 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-432 du 8 novembre 2005 autorisant la société URSA à SAINT AVOLD à exploiter une unité de production de polystyrène extrudé à Saint-Avold modifié et complété;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-185 du 18 septembre 2008 autorisant l'extension du stockage extérieur de polystyrène extrudé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-240 du 18 novembre 2008 imposant des prescriptions complémentaire pour la poursuite de l'exploitation des installations et plus particulièrement de la ligne de fabrication de laine de verre

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 04 janvier 2010 ;

Considérant que lors d'une visite d'inspection sur place, il a été constaté que les exutoires présents dans les halls de fabrication et de stockage de laine de verre ne sont pas munis de commandes automatiques ; que le bassin de rétention des eaux d'incendie n'était pas vide, que l'actionnement de la vanne permettant la rétention des eaux incendie n'était pas possible « en toutes circonstances » son emplacement et son fonctionnement n'étant pas connus lors de la visite du site ;

Considérant que la procédure consistant à isoler les réseaux pour retenir les eaux d'extinction incendie n'était pas rédigée ;

Considérant que le stockage de polystyrène extrudé à l'extérieur ne s'effectue pas conformément aux plans joints dans le dossier d'information transmis au Préfet de la Moselle en date du 20 mai 2008 ;

Considérant que le merlon de protection aménagé le long du stockage n'est pas aussi long que celui prévu dans le dossier précité ;

Considérant que le stockage d'HFC ne s'effectue pas en cuve avec les sécurités demandées mais en bonbonnes à même le sol ;

Considérant qu'il est nécessaire en conséquence de mettre la Société URSA en demeure ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société URSA à SAINT AVOLD est mise en demeure de respecter dans délai de trois mois les dispositions suivantes des arrêtés préfectoraux susvisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions
Article 7.2.2.de l'arrêté préfectoral n° 2008 – DEDD/IC240 du 18 novembre 2008	Les locaux de production, les locaux de stockage des produits chimiques et les locaux de stockage des produits finis sont munis d'exutoires à commande automatique et manuelle.
Article 7.5.3.de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC 240 du 18 novembre 2008	Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstances ; Les manoeuvres consistant à obturer l'évacuation des eaux pluviales vers le collecteur de la zone industrielle et à ouvrir l'arrivée dans le bassin de stockage sont décrite dans une procédure à laquelle le personnel est formé.
Article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-185 du 18 septembre 2008	Sauf dispositions contraires prévues dans le présent arrêté, il est organisé conformément aux plans joints dans le dossier d'information transmis à la Préfecture de la courrier du 20 mai 2008. La surface de chaque îlot est limitée à 12 mètres de large sur 60 m de long. Des passages libres d'au moins deux mètres de largeur sont entretenus en état de propreté sont réservés latéralement autour de chaque îlot de façon à faciliter l'intervention en cas d'incendie Le stockage est situé à une distance minimale de 20 mètres du bâtiment de fabrication de laine de verre et des installations de dépotage/stockage de liquide inflammables. Une voie d'une largeur minimale de 3 mètres est maintenue dégagée pour

<p>Article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral n° 2005 AG/2-432 du 8 novembre 2005</p>	<p>la circulation sur le périmètre du stockage extérieur de polystyrène extrudé. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers. Elle est éloignée d'au moins 7,5 mètres du stockage</p> <p>Le réservoir de stockage d'HFC sera doté des dispositifs de sécurité suivants :</p> <p>Une soupape de sécurité protégeant l'intégrité du réservoir en cas de surpression ;</p> <p>Une mise à la terre ;</p> <p>Une mesure de température reportée en salle de commande alarmée en cas de température haute ;</p> <p>Une mesure de pression reportée en salle de commande, alarmée en cas de pression haute ;</p> <p>Une mesure de niveau haut reportée en salle de commande et alarmée en cas de niveau haut ;</p> <p>Une sécurité de niveau provoquant l'arrêt automatique de l'empotage</p>
--	---

Article 2 :

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article : 3

Le Secrétaire Général de la Moselle, la Sous-Préfète de Forbach, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de Saint-Avold, où est implantée l'entreprise.

METZ, le 19 JAN 2010

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Francis TREFFEL